

[Text]

proceed to lick stamps for them and stuff envelopes. Are they volunteers?

There are those things that are done in United Appeals and at election time. A corporation will tell its staff that for the next six weeks, they work for such, such and such candidate." The trade union that does that. The business says to its business agents, "You know, you are going to work for such and such candidate for the next six weeks from the day of the dissolution to polling day." Theoretically, they are also volunteers. From the point of view of the candidate, he is a volunteer. It is not costing the candidate any money. What about the fellow who comes along and says: "You can have an ad and charge it to my advertising account", a thing which is now unknown in this country.

You get into things which are very, very odd and things which become almost uncontrollable. You cannot say that one should ban this outright because one should control what can be controlled and then try to build an atmosphere where other abuses will not occur and this has occurred.

I wrote the book while I was on sabbatical leave in Switzerland. They vote every other day on referenda and elections of all kinds. There is always a vote in Geneva and in the rest of Switzerland but they spend practically no money. It just would not be done. The Swiss are too good businessmen to want to waste their money on elections. If parties spend too much money, there is no law at all on the question. It just so happens that the norms, and the values are such that people look down on election expenses. This may be the best system ultimately. The best system maybe one where you build this kind of atmosphere where certain things are just not done any longer.

However, I think it is also healthy to allow people to indicate their support. It may be harder, for instance, for a man to give up time than to give money. For some people, it may be harder to give money than to give time.

• 1100

I do not think you can just solve volunteering and say yes, and money, no, because some poor man giving \$10 may be a much more difficult thing than some corporation executive giving up six weeks of a guaranteed salary, or a union agent.

Mr. Laflamme: If I may just ask a short question, agreeing on the fact that the state should not reimburse the full election expenses of national parties, in your view as a guess what would you consider as an agreed reimbursement?

Dr. Paltiel: I would hate to put this in percentage terms. I think that the part that the state should undertake, and some of these can be undertaken by simply a transfer of costs, I did not bring this out. You can transfer certain costs, which means that you do not give it to the candidate. For instance, the payment that they have

[Interpretation]

entendu parlé ou quelqu'un versait une subvention à une société d'aide féminine d'une église—et les catholiques l'ont fait—et ces dames commencent à coller des timbres pour l'association et à emplir des enveloppes. Sont-ce des bénévoles?

Il y a aussi tout ce travail qui se fait pour les œuvres de charité et au moment des élections. Par exemple, une société dira à son personnel que pour les six prochaines semaines, ils travailleront pour tel ou tel candidat. Le syndicat fait des choses de ce genre. L'entreprise d'affaire dit à ses agents: «Vous savez, vous allez travailler pour tel et tel candidat au cours des six prochaines semaines jusqu'au dépouillement du scrutin.» En théorie, ce sont des bénévoles. Du point de vue du candidat, il est également un bénévole. Il ne lui en coûte aucun argent. Et de dire de cet autre qui dit: «Vous pouvez avoir une annonce et la porter à mon compte de publicité», c'est très fréquent dans notre pays.

Ainsi nous pénétrons dans un monde absolument étrange de choses qui sont pratiquement incontrôlables. On ne saurait dire qu'il faut bannir ces choses sur-le-champ parce que l'on doit contrôler ce qui est contrôlable puis alors essayer de créer une ambiance où d'autres abus ne pourront se glisser et que ceci pourra survenir.

J'ai écrit ce livre au cours d'un congé que j'ai passé en Suisse. Là-bas, on vote à tous les deux jours qu'il s'agisse de référendum ou d'élection de toute sorte. A Genève il y a toujours une élection en marche aussi bien que dans le reste de la Suisse mais il n'y dépense presque pratiquement pas d'argent. On n'oserait pas. Les Suisses sont des hommes d'affaires trop avertis pour gaspiller leur argent dans des élections. Si le parti dépense trop d'argent, il n'y a aucune mesure législative à ce sujet. Il se trouve que les normes et les valeurs sont tels que le peuple réproouve les dépenses d'élection. Au fond, c'est peut-être là le meilleur régime. Peut-être que le meilleur régime consiste à créer précisément ce genre d'atmosphère où l'on ne saurait plus se livrer à certains actes.

Toutefois, il est quand même sain de permettre au peuple de manifester son appui. Il est peut-être plus difficile, par exemple, pour quelqu'un de donner son temps que de donner de son argent. Pour certaines gens, il est peut-être plus difficile de donner de l'argent que de leur temps.

Je ne crois pas qu'on puisse parler, qu'on puisse être d'accord pour les personnes qui travaillent de façon volontaire pour le parti, et non pas pour les personnes qui donnent de l'argent.

M. Laflamme: J'aimerais poser une question. Admettons que l'État devrait rembourser le plein montant des dépenses aux partis, quel montant, à votre avis, devrait-il rembourser?

M. Paltiel: Je n'aimerais pas donner des pourcentages. Je crois que la parité que l'État devrait s'engager à rembourser, et ceci pourrait se faire sous forme de transfert de frais, je n'en ai pas parlé. Vous pouvez transférer des frais sans pour autant les donner au candidat. Ainsi, au Québec, le remboursement des frais occasionnés par la